

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLIENNES DE MARNE ET MOSELLE

43 Boulevard des Bouvets
CS 90310
92000 Nanterre

Références : NIEDERVISSE_PE-NIEDERVISSE_2025-12-23_RAPVI-renvltmt_DN_02238
Code AIOT : 0006209262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement EOLIENNES DE MARNE ET MOSELLE implanté Parc éolien 57220 Niedervisse. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la mise en service industrielle du parc éolien renouvelé situé sur la commune de Niedervisse. La visite porte également sur le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2023 concernant le parc démantelé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIENNES DE MARNE ET MOSELLE
- Parc éolien 57220 Niedervisse
- Code AIOT : 0006209262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Eoliennes de Marne et Moselle est autorisée par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2021-49 du 19 mars 2021 modifié à exploiter 5 aérogénérateurs d'une puissance unitaire maximale installée de 4,2 MW et un poste de livraison sur la commune de Niedervisse. L'exploitation de ces activités est également encadrée par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant fait actuellement l'objet de l'arrêté préfectoral n°2023-DCAT/BEPE-29 du 10 février 2023 le mettant en demeure de respecter certaines prescriptions pour l'exploitation des installations du parc éolien existant, aujourd'hui démantelé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.1 et 8 (partiels)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Essais aérogénérateurs et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 (partiel)	/	Sans objet
4	Prescriptions à observer par	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	les tiers	(partiel)		
7	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 et 18-III (partiel)	/	Sans objet
8	Mesures spécifiques liées à la protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 10 (partiel)	/	Sans objet
9	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 11	/	Sans objet
10	Exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés, il est demandé à l'exploitant de :

- justifier que chaque aérogénérateur a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation et de transmettre à l'inspection le rapport de contrôle d'un organisme compétent attestant de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation (point de contrôle (PDC n°1 : Conformité mise en service) ;
- transmettre à l'inspection la version traduite en français de la totalité des rapports dédiés aux essais de chaque aérogénérateur et dans le cas où des réserves seraient formulées dans ceux-ci, de justifier de la levée de ces réserves (PDC n°5 : essais et installations électriques) ;
- transmettre à l'inspection les consignes de sécurité du site comportant, de manière exhaustive, l'ensemble des éléments prescrits à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé (PDC n°6 : consignes de sécurité) ;
- transmettre à l'inspection le rapport "protection foudre" (PDC n°2 : risque foudre) et le rapport de suivi environnemental (PDC n°9 : suivi environnemental).

Par ailleurs, la mise en demeure du 10 février 2023 susvisée peut être levée.

Les autres points de contrôle n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.1 et 8 (partiels)
Thème(s) : Situation administrative, Conformité mise en service
Prescription contrôlée :
<u>Article 2.1 :</u>

[...]

Mise en service industrielle : phase d'exploitation suivant « la fin des essais du bon fonctionnement et de la sécurité de l'ensemble des turbines, à réception par l'exploitant du certificat de contrôle signé par le fabricant, suivant la validation des essais de la dernière turbine du parc. Cette définition est également applicable en cas de renouvellement » [...]

Article 8 :

L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie.

[...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation [...]

En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le formulaire de certificat de reprise établi par le fabricant sur la base des résultats des tests de validation réalisés entre le 26/12/2024 et le 06/02/2025. L'inspection constate que la date de mise en service industrielle est établie au 1er mars 2025.

Les documents présentés ne constituent pas un rapport de contrôle d'un organisme compétent attestant de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation et ne permettent pas de justifier que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation et de transmettre à l'inspection le rapport de contrôle d'un organisme compétent attestant de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Prescription contrôlée :

L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre.

[...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de

l'installation avant sa mise en service industrielle. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none"> le rapport de vérification initiale HTA/BT n°A07C232N/RL daté du 22/08/2025 établi par un organisme compétent dans le domaine. Le rapport ne relève pas de non-conformités concernant les mesures de la prise de terre du poste de livraison; les interconnexions de l'ensemble des terres et le schéma des liaisons à la terre ; un courrier daté du 19/11/2025 de l'organisme en charge de la vérification des installations du parc éolien précisant qu'une vérification dédiée à la protection foudre est également programmée les 3 et 4 février 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport "protection foudre" avant fin février 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de conformité électrique (A07C232N/RL) du 22 août 2025, réalisé par un organisme compétent pour les 5 éoliennes et le poste de livraison. Le rapport atteste de la conformité des installations pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique mais a été établi postérieurement à la mise en service industrielle du parc éolien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions à observer par les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. [...]</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a contrôlée par sondage les éoliennes E02 et E04 et a notamment constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'une plaque d'identification ; • l'affichage, au moyen de panneaux répondant aux prescriptions réglementaires, des prescriptions à observer par les tiers.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Essais aérogénérateurs et installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les rapports dédiés aux essais de chaque aérogénérateur (Rapports n°0057-4844_V15 - Start-up procedure_EN #1 WTG>E01_250828, n°0057-4844_V15 - Start-up procedure_EN #2 WTG>E02_250829, n°0057-4844_V15 - Start-up procedure_EN #3 WTG>E03_250830, n°0057-4844_V15 - Start-up procedure_EN #4 WTG>E04_250831et n°0057-4844_V15 - Start-up procedure_EN #5 WTG>E05_250832).</p> <p>L'inspection constate que la totalité de ces rapports est rédigée en anglais.</p> <p>Le respect de la prescription ne peut être vérifié en l'état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la version traduite en français de la totalité de ces rapports et dans le cas de réserves formulées dans ceux-ci, l'attestation de levée de ces réserves.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son plan de prévention (PdP) du parc éolien (version 5 n°NIE2-PDP-A-2025-1).</p> <p>L'inspection constate que ce PdP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contient des fiches réflexes en cas de situation à risques ; • comporte une procédure générale d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; • concerne les risques pour le personnel ; • ne contient pas les autres consignes propres aux dysfonctionnements des équipements des éoliennes, et des procédures associées. <p>Ce PdP est édité et signé par l'exploitant et les sociétés intervenantes.</p> <p>Un document "consignes d'accès et de sécurité (V02 juillet 2022)" a également été présenté à l'inspection. De même, ce document concerne les risques pour le personnel et ne contient pas les autres consignes propres aux dysfonctionnements des équipements des éoliennes, et des procédures associées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les consignes de sécurité du site comportant, de manière exhaustive, l'ensemble des éléments prescrits dans la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 et 18-III (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : <u>Art. 24 :</u> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. <u>Art. 18-III partiel :</u> [...] Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification annuelle des extincteurs établi le 9/10/2025 (H0250/25/11916) et spécifie la présence de 10 extincteurs pour 5 éoliennes (dont un par nacelle et un au RDC de chaque éolienne). L'inspection a contrôlé par sondage l'extincteur situé au pied de l'éolienne E04. L'inspection a constaté qu'un extincteur était bien présent au pied de l'éolienne E04.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures spécifiques liées à la protection de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 10 (partiel)
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Prescription contrôlée : Les plateformes autour du mât des éoliennes ne seront pas végétalisées afin d'en limiter l'attractivité pour la faune et l'avifaune. Un entretien mécanique régulier sera réalisé. [...]
Constats :

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage les éoliennes E02 et E04 et a notamment constaté que l'état des abords est conforme à la prescription susmentionnée. La mise en service étant récente, les opérations d'entretien n'ont pas encore été réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2021, article 11

Thème(s) : Autre, Biodiversité

Prescription contrôlée :

Conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, l'exploitant réalisera un suivi environnemental dans l'année suivant la mise en service du parc renouvelé. Ce suivi sera réalisé conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en mars 2018.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté une convention établie le 24/12/2024 avec un bureau d'étude écologique portant notamment sur l'établissement et les modalités du suivi environnemental susvisé et un bon de commande n° 4500180496 du 08/01/2025 associés aux suivis à réaliser en 2025.

L'exploitant a déclaré que le suivi environnemental 2025 est désormais achevé et le rapport associé est en cours de rédaction par le bureau d'études en charge de ce suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport de suivi environnemental 2025 avant fin mars 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exercice d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024

Prescription contrôlée :

Il [...] procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas

échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Constats :

Lors de la précédente visite du 25 novembre 2022, l'exploitant avait notamment déclaré :
qu'aucun exercice d'entraînement n'a été effectué pour son parc de Niedervisse ;
ne pas posséder de registre à cet effet, son parc n'ayant pas connu d'accident/d'incident.
L'inspection avait alors proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions relatives à la réalisation d'un exercice d'entraînement telles que définies à l'article 15 de l'arrêté ministériel susvisé, à savoir la réalisation d'un exercice d'entraînement en lien avec des situations d'urgence (incendie, survitesse, chute d'une pale, etc.). L'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 10 février 2023 susvisé prévoit en son article 1, un délai de 3 mois à compter de sa notification, soit le 10 mai 2023 pour le retour à la conformité sur ce point.

Avant la visite d'inspection du 23/07/2024, l'exploitant avait transmis à l'inspection un compte-rendu établi le 24/02/2023 portant sur l'exercice Incendie réalisé le 22/02/2023 sur ce parc éolien. Lors de la présente visite, l'inspection constate notamment que :

- ce rapport conclut que l'exercice s'étant déroulé comme attendu par les procédures à appliquer, aucune action corrective ne sera mise en place ;
- ce rapport indique explicitement que le compte-rendu de cet exercice sera consigné dans le registre prescrit par la prescription contrôlée ;
- la preuve de sa consignation sur le registre n'a pas été apportée ; néanmoins, le parc objet de l'exercice est aujourd'hui démantelé.

Au regard des éléments supra, la mise en demeure du 18 janvier 2023 peut être levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de consigner, dans le registre prescrit par la prescription contrôlée, les exercices d'entraînement réalisés dans le cadre de l'exploitation du parc renouvelé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure